LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ON S'ABONNE A PARIS, RUE BERGÈRE, Nº 8.

MPHIME

23 n

iberté. — Égalité. — Fraternité. — Justice. — Économie. — Ordre.

JOURNAL QUOTIDIEN.

ADMINISTRATION ET RÉDACTION,

Rue Bergère, nº 8.

On reçoit les Annonces, d'après un tarif très-modéré, à l'Agence universelle, place de la Bourse, 12, et à l'Administration.

Le journal LA RÉPUBLIQUE FRAN-ÇAISE paraît à 4 heures du soir, et donne, AVANT TOUS LES AUTRES JOUR-NAUX:

Étranger...... 42 »

- Les dernières nouvelles des départements et de l'étranger, arrivées à Paris le matin;
 Les publications du Gouvernement provisoire et les nouvelles de Paris du jour même ;
- 3. La revue des journaux de Paris du matin; 4. Les derniers cours des bourses de l'étranger, et ceux de la bourse de Paris.

IL DONNE EN OUTRE:

- 5° Des nouvelles spéciales relatives aux chemins de fer, à leur mouvement et à leurs recettes;
- 6° Des feuilletons scientifiques et littéraires; des critiques des théâtres, le leudemain même des premières représentations, et des courriers de Paris;
- 7º Des annonces et programmes détaillés des spectacles, etc., etc.

Paris, 14 Mars.

AUX ELECTEURS RURAUX.

Des correspondances particulières nous apprennent que la proclamation de la République n'a pas été accueillie dans les campagnes avec lemême enthousiasme que dans les villes. A quoi faut-il attribuer cette froideur à laquelle nous étions loin de nous attendre? — Ce n'est certes pas au grand amour des campagnards pour la monarchie dechue. Depuis longtemps les fourberies de l'ex-roi avaient acquis une triste célébrité, et le nom de Louis-Philippe n'était prononce dans les contrées les plus éloignées de Paris qu'avec le sourire du mépris. Les crimes qui l'an dernier sont venus jeter une si terrible lumière sur l'aristocratie de 1830, avaient achevé de discréditer le gouvernement de Juillet. Il ne faut donc attribuer la froideur des campagnes qu'à des souvenirs de 93, ou plutôt à des récits ornés de toute la fantasmagoric lugubre particulière aux conteurs villageois.

La génération actuelle n'a pas vu la première révolution. Elle a vu, il est vrai, l'Empire et le retour des Bourbons; elle se souvient des pillages des alliés. Il n'y a pas de chaumière où durant les soirées d'hiver, on ne raconte encore au coin du feu les méfaits des Prussiens ou des Cosaques. On vous dira comment ces méchants soldats battaient le pauvre paysan et buvaient le vin du fermier. Les femmes aussi ont gardé la mémoire de ces dures époques. Or, au premier mot de République, l'imagination peu mobile des gens de la campagne s'est naturellement reportée aux malheurs de la République de 1792 et à ses conséquences funestes.

Mais quand nos frères des campagnes verront qu'il n'est plus question aujourd'hui de guillotines, ni de guerres, ni d'invasion d'allies; quand ils entendront prononcer partout des paroles de paix et de fraternite; lorsqu'ils auront pu s'assurer par la lecture des journaux et par le récit de témoins oculaires, que cette révolution, dont certaines gens leur font peut-être en ce moment le plus bideux tableau, s'est accomplie presque sans combat et bieu plutôt par la force des idées que par celle des coups de fusil; quand ils auront la certitude que le calme le plus parfait règne sur tous les points de la France, ils accueilleront avec enthousiasme cette jeune République qui leur promet une ère de prospérité que la monarchie ne lenr aurait jamais donnée.

Après la tempête, quand le vent a replie ses ailes et s'est endormi dans le creux des rochers, les barques peuvent se détacher du rivage, il n'y a plus aucun danger pour leur frêle coquille,—et poutant les eaux du lac s'enroulent encore eu spirales menaçantes. Eh bien, amis, qui là bas sous vos chaumes, vous inquiètez si fort de ce

mouvement révolutionnaire, sachez que la folle terreur des capitaux, les embarras du commerce, ce que nous appelons enfin la crise financière, n'est autre chose que le clapotement qui suit l'orage. Ne craignez rien, il s'apaisera, et la société redeviendra calme comme vos lacs bleus dans les beaux jours d'été.

Il ne faut pas que le peuple des campagnes se défie de ce qu'a fait le peuple des villes. Il n'y a plus aujourd'hui de distinction de caste possible entre les citoyens; il n'y a plus ni bourgeois ni paysans; de quelqu'outil qu'ils piochent, tous ces travailleurs sont frères. La différence d'habits et de langage ne doit plus séparer les hommes; l'amour du bien public établit entre eux une communion de sentiments et d'idées qui leur fait une langue nouvelle comprise de tous, parce que tous la parlent. Si le peuple des campagnes s'isolait dans ce grand mouvement révolutionnaire, s'il se montrait moins dévoue, moins courageux, moins intelligent que le peuple des villes, il ne mériterait pas les bienfaits que la République lui prépare! .

Le jour des élections approche, c'est une épreuve solennelle! C'est la première fois que la France du dix-neuvième siècle est appelée au suffrage universel. Electeurs ruraux, ne manquez pas à l'appel, vous manqueriez à la nation ct à vous-mêmes! Que la perte d'une ou deux journées de salaires ne vous arrête pas; ll s'agit d'intérêts incalculables. Vous demandrez s'il le faut au curé la permission de travailler un ou deux dimanches pour regagner le temps perdu. Songez que vous êtes la majorité numérique de la nation! Ce sont vos intérèts qui vont s'agiter dans l'urne du canton. Laisserez-vous une poignée d'hommes y déposer ce vote qui doit décider de votre sort? Non, vous ne serez pas assez fous, assez indolents pour agir ainsi; - car autant vaudrait, ma foi, confier au premier passant venu, votre beurre, vos œufs et vos choux, pour qu'il aille, sans vous, les vendre au marché voisin!

LES MONOPOLES A DÉTRUIRE.

Selon Messieurs les socialistes du palais du Luxem-

bourg, la liberté du travail est la pire chose qui soit au monde! C'est à cette damnable liberté qu'il faut attribuer tous les maux des travailleurs l'Aussi ne se gênent-ils pas avec elle, Dieu merci! Une fois que les ateliers nationaux seront montes, organisés, celui qui oserait venir faire concurrence au travail de l'État, à l'industrie de l'État, au commerce de l'État, aux invalides de l'Étot, celui-là n'aurait qu'à se bien tenir. En attendant qu'une bonne loi vînt lui interdire l'exercice de sa profession, ainsi que la chose est arrivée autrefois à ceux qui fabriquaient du tabac, qui transportaient des lettres, etc.; comme on vous le traiterait d'ègoïste, d'individualiste et d'anarchiste! Comme

on vous le mettrait au ban de l'opinion, ce misérable

désorganisateur, cet infame civilisé, pour nous servir

de l'expression favorite de la Démocratie pacifique.

Voilà où nous mènent MM. les organisateurs du palois du Luxembourg! Ils veulent proscrire la liberté et la remplacer par ce qu'ils nomment l'Organisation! Ils la veulent proscrire comme la source de toutes les iniquités sociales! Il est bien entendu aussi qu'aux yeux de ces organisateurs de la société, ceux qui défendent la liberté sont de bien pauvres sires! Vous êtes jugés! nous dit-on, lorsque nous voulons ouvrir la bouche. Vos prétendus principes ont été appliqués, et tout le monde peut voir ce qui en est sorti: le paupérisme d'une part, un paupérisme bideux, immonde, et de l'autre une exploitation sans pudeur et sans merci! Taisez-vous donc, taisez-vous! Ne venez pas nous troubler dans l'élaboration de notre grande

Le moyen de répondre, dissit Pascal, à un bomme qui vous appelle tison d'enfer! » Le moyen de répondre à des gens qui vous injurient et ne daignent point écouter votre justification! Pourtant nous n'aurions pas besoin de parler longuement; deux mots nous

suffiraient pour nous justifier; il nous suffirait de dire: Cette liberté à Isquelle vous imputez les msux des travoilleurs, cette liberté n'existe pas! d'où il suit nécessairement qu'elle ne saurait être compable des crimes dont vous l'accusez! C'est le monopole qui existe, qui fleurit, et c'est le monopole qui est seul coupable!

Voilà ce que nous aurions à répoodre à Messieurs les sociolistes, qui nous traitent si cavalièrement d'individualistes et de civilises! Et à l'oppui de nos assertions, nous leur déroulerions la longue liste des monopoles qui pesent encore aujourd'hui sur le travoilleur, et qui lui enlèvent le plus clair de son revenu! Mais nos socialistes ont bien d'autres affaires! Parler des monopoles qui rencbérissent la viande, le pain, la blouse de l'ouvrier, le casaquin de l'ouvrière, le bois ou le charbon dont se chauffent les pauvres mênages (quand ils se chauffent), parler de tous ces insimes détails à des gens qui sont en train de changer la face du monde, à des gens qui s'occupent peut-être en ce moment de décrèter que tous les citoyens de la République française auront désormais une bonne douzsine de mille livres de rentes, en vérité, ce serait bien petit, bieo mesquin, et Messieurs les socialistes du Luxembourg ne se géneraient probablement pas pour dire à leurs buissiers, en culottes courtes et à choines dorées : Délivrez-nous de ces caquets !

Donc, nous ne nous adresserons pas directement à Messieurs les socialistes; nous nous adresserons au bon public, qui paie les frais des monopoles en question et un peu aussi les huissiers de Messieurs les socialistes, et nous lui dirons comment il se fait que la vie soit aujourd'bui si chère et le pain si dur à gagner; nous lui dirons comment il se fait que sur cette terre, où la Providence a prodigué ses dons, la pitance de l'bomme, ce roi de la création, soit quelquesois si chétive! Nous lui dirons comment les hommes, pousses par je ne sais quel vertige, se sont attaches systèmotiquement à repousser ou à amoindrir les bienfaits de la Providence; comment ils ont mis hors de la portée des masses les biens que Dieu avait donnés à tous l et comment ils ont partout substitue la vie disficile et cbère à la vie facile et à bon marché.

Nous serons probablement obligés d'entrer dans des détails bien vulgaires, nous aurons à nous occuper très-longuement du pot-au-feu et du garde-manger; mais, enfin, il faut bien en passer par là; puisqu'il s'a-git d'améliorer la condition des masses, il nous semble qu'avant tout il faut savoir comment viveut les masses et avec quoi elles vivent l Tant pis, ma foi, pour ceux qui crsignent l'odeur du pot-au-feu!

Nous devrions bien commencer par le pain: à tout seigneur tout honneur! Mais ce chapitre-là serait un peu long, et l'on n'a pas encore aujourd'hui lo tête assez reposée pour lire bien longuement. Commençons donc par la viande.

La viande est fort chère en France, et en particulier à Paris, aussi en mangeons-nous fort peu; nous en mangeons moins que les Anglais, les Américains, les Belges, voire même les Allemands. Cela est très fàcheux, car rien ne fortifie un estomac d'ouvrier comme un bon morceau de bœuf. Demandez plutôt aux ouvriers anglais! Commeot donc se fait-il que la viande soit à ce point chère chez nous, que bieu peu d'ouvriers en peuvent manger? Cela tient d'abord à ce qu'on nelaisse pas entrer les bestiaux qui ont été nourris de l'autre côté de nos frontières. Et pourquoi ne les laisset-on pas entrer? Parce que, parce que.... Un grand propriétaire de bestiaux, M. le marécbol Bugeaud, disait : l'aimerais mieux une invasion de Cosaques qu'une invasion de bœuss étrangers! Nous Isissons à nos lecteurs le soin d'expliquer les motifs de l'ex-duc nourrisseur de bétail. Nous y reviendrons plus tard. En attendant, poursuivons. La cherté de la viande tient ensuite et tient surtout à ce que l'industrie de la boucherie n'est pas libre, à ce que dans une foule de villes de France, et notamment à Paris, il n'est pas permis à tout le monde d'ouvrir un magasin de viande. A Paris, le nombre des bouchers est limite par la loi, et un fonds de boucherie se vend 50 ou 60,000 francs, ni plus ni moins. Ces 50 ou 60,000 francs que l'on est obligé de payer pour avoir le droit de vendre de la viande, il faut bien qu'on les regagne, et il n'y a qu'un seul moyen de les regagner, c'est d'augmenter le prix de la viande. On n'y manque pas, comme vous allez voir! Le prix de la viande à Paris est vraiment scandaleux, si on le compare à ce qu'il est dans certains endroits de la province, où tout le monde a le droit de s'établir comme boucher.

Les bouchers de Paris achètent coursmment la viaude à 9 sous 1/2 la livre, en bloc, et ils la revendent à 12, 16 et même 18 sous; dans les endroits où la boucherie est libre, ils lo revendent au contraire à peu près au prix courant, et néanmoins ils gagnent encore au marché; voici comment:

· ll n'y a pas que de la viande daos un bœuf, il y a aussi des os, des muscles, des nerfs, des tendons, de la coroe, du poil, des iotestins; toutes ces chosesla ont leur utilité, et l'industrie en tire bon parti On fsit:

Du cuir avec la peau;
Des brosses avec le poil;
Du noir animal avec les os de la carcasse;
De la tabletterie avec les os des côtes;
De l'huile avec les pieds;
De la colle avec les nerts et tendons;
Des peignes avec la coroe et les sabots;
Des livrets de batteurs d'or avec lo baudruche;
De la chandelle avec la graisse;
Du bleu de Prusse avec le sang.

Or, les bouchers qui achètent un bœuf à raison de 9 1/2 sous par livre de viande, obtiennent par dessus le marché tout le reste. Dans les endroits où la boucherie est libre, ils se contentent du bénésice qu'ils trouvent sur la dépouille, et ils revendent la viande au prix coûtant; à Paris, où ils sont constitués eo monopole, ils sont infiniment plus gourmands de profits, et ils vendent, comme nousl'avons dit, la viande à 12, 46 et 48 sous! Encore y a t il là dessus une bonne augmentation à faire. Toutes les ménagères savent par expérience que les bouchers ne donnent pas pour 42 ou 46 sous une livre de viaode proprement dite; sur la livre pesée, il y a toujours un quart d'os, - et quelquesois, souvent même, un tiers quand la pesée est petite ou quand lo pratique a un compte un peu long chez son boucher. Ce tiers ou ce quart d'os se nomme, ironie amère pour le pauvre monde, la réjouissance! C'est la réjonissance du boucher, mais à coup sûr c'eşt bien la désolation de la pratique, qui paie de la viaude et qui reçoit des os ! On voit qu'en vendant 42, 46 et 48 sous — y compris les os — la viande qui lui coûte 9 1/2 sous, le boucher peut saire, ma soi, d'assez beaux bénéfices et, à la longue, rembourser les 50 à 60,000 fr. de son étal! sans compter qu'il y a encore d'autres profits que nous ne comptons pas; ainsi, par exemple, les bouchers de Paris ont le monopole du suif, lequel leur rapporte gros. Ils veodent à leurs pratiques la viande avec la graisse, ils racbèteot ensuite, à ceux qui veulent la leur revendre, la vieille graisse à 6 ou 7 sous, puis ils s'en désoot à haut prix. C'est un des revenants-bons du mélier.

Mais nous en ovons assez dit pour faire voir que cc n'est pas la liberté, mais bien le monopole, qui est la cause de la cherté de la viande; nous engageons dooc les consommateurs à se gendarmer un peu contre ce monopole qui encbérit leur pot-au seu, et à demander la liberté du commerce de la boucberie. Nous savons bien que cela n'arrangera pas trop MM. les boucbers; mais ensin ces honorables citoyens ont eu assez longtemps leur réjouissance; n'est-il pas juste que le consommateur aussi commence à avoir la sienne!

On s'effraye beaucoup des pouvoirs illimités qui sont accordés aux délégues du Gouvernement provisoire dans les départements. Les délégués sont de véritables proconsuls, entendonsnous dire autour de nous ; ils peuvent disposer à leur gré des personnes et des biens des citoyens. Doucement! Les délégués ont sans doute d'immenses pouvoirs, mais ils ont aussi une immense responsabilité. S'ils abusaient de la toute-puissance qui a été momentanément remise entre leurs mains, le Gouvernement provisoire anjourd'hui, et demain l'Assemblée nationale, sauraient bien leur demander des comptes severes. De nos jours, sous le régime de la libre discussion et du gouvernement du pays par le pays, les proconsuls ne sont plus à craindre. Néanmoins, il est bon que toutes ces dictaturcs provisoires cessent bientôt; il est bon que la France soit promptement dotée d'un gouvernement regulier! Voilà pourquoi nous ne saurions joindre notre voix à celle des clubs qui demandent l'ajournement des élections; nous souhaiterions, au contraire, qu'elles fussent avancées, si la chose était possible. Plus tot nous sortirons du provisoire, mieux cela vaudra pour tout le monde.

REVUE DES JOURNAUX.

Beaucoup de personnes, saisies d'une peur que rien ne justifie, s'éloignent de Paris; d'autres s'apprêtent à les suivre.

Le National se demande avec beaucoup de raison quel symptôme effrayant est donc apparu à l'horizon pour leur inspirer cette triste pensée de quasi-émigration.

« Fuir, mon Dieu! et pourquoi? s'écrie-t-il. Quel danger nous menace, quel péril avons-nous à redouter? La revolution s'est accomplie en quelques heures; une monarchie vaincuc a disparu emportant avec elle la seule cause de nos dissensions. Les ouvriers confiants. dans le Gouvernement, parce qu'ils savent qu'il ne peut pas et ne veut pas les tromper, rentrent dans leurs ateliers, retournent à leurs travaux. Un sentiment unanime a pénétré les àmes, s'est emparé des esprits. Tous, jetant un regard de légitime espèrance vers l'assemblée qui va se réunir pour donner à la République une Constitution, tous ajournent leurs vœux, leurs désirs, leurs idées, leurs systèmes à ce moment solcnnel où doit s'organiser définitivement la France démocratique. La vic politique circule dans les veines de la population comme une chaude et généreuse liqueur. On s'occupe d'élections, de candidatures; à la courte lutte à main armée a succédé l'agitation.calme, pacifique et régulière d'une grande nation sc préparant à accomplir l'acte le plus sacré, le plus grave que l'esprit humain puisse concevoir.

» C'est à cet instant même où nous assistons à ce travail d'élaboration si religieusement étudié, si bien compris par toutes les classes, que les routes se couvriraient de fuyards! Mais, où vont-ils? Sur quelle terre espèrent-ils rencontrer plus de liberté, et en même

temps plus de sécurité?

» Trois grandes lois ont été proclamées par la République, trois grands faits ont surgi de la révolution et illuminent comme un pharc resplendissant la route que nous avons déjà parcourue et celle qua nous allons suivre: RESPECT NES PENSONNES, RESPECT NES prophiétés, moralité pour tous et partout. Voilà co que nous a promis, voilà ce que nous donne le 24 février. Qu'exigez-vous de plus, et où trouveriez-vous mieux? Restez donc, et ne vous attirez pas de tous les reproches le plus crucl : cclui de la làcheté. Ne faites pas dire de vous que, semblables à une volée d'oiseaux, vous vous sauvez sans mêmesavoir de quoi vous avez peur. Il y a dans le péril sérieux auquel on échappe une sorte de grandeur qui explique et justifie la fuite, pour ainsi dirc. Nous comprenons et nous plaignons les timides, nous méprisons les poltrons. Les émigrants de 1848 laissant derrière eux une ville tranquille, un pays où règnent l'ordre et la paix, n'inspirent même pas de colère : ils font rire. Ils se croient peut-être dignes de pitié: ils ne sont que ridicules.

» Les voyez-vous enfouissant mystérieusement leurs bijoux, préparant leurs malles en cachette, quêtant des passeports sous des noms supposés; qui sait? se déguisant peut-être, pour s'échapper de nuit. Et cependant Paris a son aspect ordinaire; nous nous trompons: il y a un roi et des sergents de ville de moins. En revanche, la garde nationale, zélée, infatigable, occupe tous les postes, maintenant partout l'erdre et la tranquillité, et la ville, remise de son ébranlement passager, se repose, joyeuse, dans les fêtes du soir, au spectacle et au bal, des labeurs de la journée.

» Mais nous y pensons : la garde nationale l N'est-ce pas la, peut-être, la véritable cause de cette panique? Oui, sans doute, voilà le véritable, le seul péril : monter sa garde. On se sauve devant le sergent-major. Fuyez done, et qu'un immense éclat de rire vous accueille partout où vous porterez vos pas. Allez, désormais nous vous connaissons, et nous allons vous dire votre nom : Vous êtes les émigrés ne l'hotel nes Haricors.

Le Journal des Débats explique à sa manière l'attitude qu'il a prise depuis les derniers événements.

« Nous n'avons aucun mérite à le reconnaltre, car c'est un fait notoire : nous présérions la monarcbie constitutionnelle à la république, et nous nous sommes opposés à cette dernière forme de gouvernement autant que pous l'avons pu. N'ayant pas été des républicains de la veille, nous ne demandons pas non plus à être classés parmi les républicains du lendemain. Nous comprenons parfaitement ce que notre position aurait de faux et de suspect, et surtout ce qu'elle aurait de peu digne pour nous-mêmes, si nous allions offrir à la République nos empressements et notre concours. La République a ses anciens amis; qu'elle les préfère, cela nous paraît tout naturel. Nous ajoutons même qu'il est désirable pour tout le monde pcut-être, qu'à l'exception des hommes les plus éminents de nos anciennes Chambres, la prochaine Assemblée nationale soit composée d'bommes nouveaux et dont les antécédents n'inspirent aucune défiance raisonnable. C'est le seul moyen peut-être d'éviter de

grands troubles et de grands malbeurs. Nous ne desirons qu'une chose, quant à nous. Nous désirons que ces bommes nouveaux soiant des bommes honnêtes, éclaires, capables, amis de l'ordre, et afin qu'une fois pour toutes on sache bien ce que nous entendons par ce mot, l'ordre : pour nous, c'est la liberté vraie, sincère, la liberté de tout le monde. Nous comprenons les restrictions que dans l'intérêt général on peut mettre à la liberté; nous ne comprenons pas les exclu-

» Ainsi éclaircie, notre position n'a rien, ce nous semble, que de loyal et d'bonorable, et c'est à quoi nous tenons avant tout. La liberté est bonne sous toutes les formes de gouvernement. Nous avons cru la trouver dans la Charte; vous croyez qu'elle n'existe que dans la République. Faisons l'épreuve! Nous ne demandons pas mieux que de vous y aider loyalenient, selon la mesure de nos forces, non pas en nous présentant avec un zèle ridicule comme les sauveurs et les appuis nécessaires d'une République qui a été faite sans nous, malgre nous, et jusqu'à un certain point contre nous, mais en concourant comme citoyens, comme gardes nationaux, comme électeurs, comme écrivains à défendre les principes généraux de la justice, de la liberté, de l'ordre social. »

ACTES OFFICIELS DU GOUVERNEMENT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. LIMERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Vu les lois du 25 mars 4847 et 45 mai 4848, qui interdisent de cumuler une pension avec un traitement d'activité, en tant que l'un et l'autre dépassent la somme de 700 fr. et sont payés tous deux sur les

Considérant qu'il y a lieu, dans l'intérêt des caisses de retraite, d'appliquer cette mesure à un cumul quelconque,

Décrète :

Nul ne pourra désormais jouir simultanément d'un traitement d'activité et d'une pension de retraite, servis l'un et l'autre soit par le fonds de l'État, soit par le fonds de retenue.

Le cumul continuera à avoir lieu, dans tous les cas, jusqu'à concurrence de 700 fr.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 43 mars 4848.

Élections de la Garde nationale.

Citoyens,

Les élections de la garda nationale sont fixées au 48 de ce mois; tous les citoyens de vingt à ciuquante-cinq ans font partia de la garde nationale; tous les gardes nationaux sont électeurs, tous doivent concourir à

Depuis le jour où la fixation a été connue, un nomhre considérable de citoyens s'est sait iuscrire; la plupart des légions ont vu doubler ou tripler le nombre des gardes nationaux qui les composaient avant nos trois journées de Février.

Mais il faut que tous les citoyens comprennent que leur droit d'élire est un devoir pour eux; que tous s'empressent donc de se faire inscrire.

La volonté du Gouvernement provisoire est que toutes les facilités soient données pour que le peuple tout entier prenne part à cette manisestation républicaine. Comme les listes doivent être clôturées le 43, à minuit, tout citoyen non inscrit aura le droit de réclamer son inscription à la mairie pendant les trois journées du 14, du 15 et du 16. Le 16, à minuit, cette liste supplémentaire sera close, et les citoyens qui y seront portés concourront à l'élection.

Les bureaux de chaque mairie seront ouverts de sept henres à minuit, pendant les trois jours. Le Gouvernement provisoire espère donc que chacun voudra exercer son droit; il compte sur le patriotisme du

Fait en séance du Gouvernament provisoire, le 42 mars 4848.

GARDES NATIONALES DE PARIS ET DE LA BANLIEUE.

ÉLECTIONS CÉNÉRALES.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre de l'intérieur,

Vu le décret du 8 mars courant sur les élections de la garde nationale de Paris et de la banlieue,

Considérant qu'il convient de tracer les règles à suivre pour la plus prompte et la plus complète organisation de la garde nationale,

Arrète: Art. 4er. Tous les citoyens inscrits sur les contrôles de la garde nationale de Paris et de la banlieue sont appelés à procéder, à partir du 48 de ce mois, à l'èlection des colonels, lieutenants-colonels, chefs de bataillon, porte-drapeau, capitaines attachés à l'état-major général, officiers, sous-officiers et caporaux des légions, bataillons ou escadrons et compagnies auxquelles ils appartiennent.

Art. 2. Les compagnias actuellament existantes sous la dénomination de grenadiers ou de voltigeurs plois la company de la financia de la company de ्रास्त्र अन् व्यक्ति सम्बन्धियं स्वासीताः

sont supprimées, et les citoyens qui les composent seront immédiatement inscrits sur le contrôle de la compagnie au territoire de laquelle ils appartiennent par leur domicile, quel que soit l'effectif de cette com-

ÉLECTIONS. Art. 3. Il sera procédé ainsi qu'il suit aux élections:

S 4er. Colonels et lieutenants-colonels. Les légions se réuniront le 48 mars, par bataillons,

divisés en sections, pour nommer d'abord leur colonel ef eusuite leur lieutenant-colonel.

L'élection aura lieu au scrutin individuel et secret à la majorité absolue des suffrages. *

§ 2. - Chefs de bataillon, porte-drapeau et capitaines attachés à l'état-major général des gardes nationales de la Seine.

Le 49 mars, chaque bataillon procédera à l'élection : de deux chefs de bataillon et d'un porte-drapeau, ainsi que d'un capitaine désigné par les gardes nationaux pour être attaché à l'état-major général des gardes nationales de la Seine.

L'élection de ces officiers se fera simultanément, au scrutin individuel et secret, au moyen de trois urnes différentes.

Dans l'une seront déposés des bulletins pour les deux chefs de bataillon. Ces bulletins, de couleurs différentes, porteront, l'un, chef de bataillon en premier; l'autre, chef de bataillon en deuxième.

Dans une seconde urue, on deposera les bulletins pour le porte-drapeau; et, dans la troisième urne, les bulletins pour le capitaine de l'état-major général.

§ 3. — Capitaine en premier et en deuxième.

L'élection des capitaines en premier et en deuxième aura licu par bulletins de liste; ccs bulletins, imprimės, porteront la désignation suivante:

Capitaiue en premier, le citoyen....

Capitaine en deuxième, le citoyen....

§ 4. — Lieutenants et sous-lieutenants.

Les lieutenants et ensuite les sous-lieutenants seront élus sur bulletins de liste. Ils seront classés entre eux selon l'ordre des suffrages obtenus.

\$5.—Sergents-majors, fourriers, sergents et caporaux.

L'élection aura lieu par trois scrutins successifs, à la majorité relative sur bulletins de liste, savoir : .

Un pour le sergent-major et le fourrier; Un pour les sergents;

Un pour les caporaux.

S 6. Les officiers, dans chaque grade, ne pourront être elus à la majorité relative que si, après un prcmier tour de acrutin, il reste encore des nominations à faire.

Dans ca cas, il sera procédé à un scrutin de ballotage entra les candidats ayant obtenu la plus de suffrages au second tour de scrutin.

Dans tous les cas où deux candidats auront obtenu la même nombre de voix, l'élection scra acquise au plus âgé.

Circonscriptions de compagnies.

Art. 4. La circonscription actuelle des compagnies est maintenue, quel que soit le nombre des citoyens inscrits sur le contrôle de chacune d'elles.

Nombre d'officiers à élire.

Art. 5. Pour le nombre des officiers à élire dans les compagnies dont l'effectif dépasse 200 hommes, on se conformera aux dispositions de la loi du 30 avril 4846. Circonscription dans lesquelles les officiers pourront etre choisis.

Art. 6. Les colonels et lieutenants-colonels pourront être choisis dans la circonscription du départe-

Les chess de bataillen dans celle de la légion; Les officiers des compagnies dans celle des batail-

CAVALERIE DE PANIS.

Art. 7. L'application · de toutes les dispositions arrêtées pour les légions d'infanterie aura lieu pour la légion de cavalerie de la garde nationale de Paris.

Elle procèdera à ses élections sous la présidence du délégue du maire central de Paris, et dans le local qui sera désigné à cet effet.

Corps spéciaux de la banlieue.

Art. 8. Les gardes nationaux des escadrons et subdivisions d'escadrons de cavalerie, de l'artillerie de Saint-Denis, et des compagnies et sul: divisions de compagnies de sapeurs-pompiers, organisés dans la banlieue, prendront part:

4º A l'élection du colonel et du lieutenant-colonel de leur légion; ...

2º A l'élection du chef de bataillon ou autre commandant communal de la garde nationale à laquelle ils appartiennent par leur domicile.

Ils procéderont ensuite, et selon les règles ci-dessus posees, à leurs élections particulières, comme corps spéciaux.

Art. 9. — NOMINATIONS.

§ 1er., Officiers des conseils de discipline.

Les deux officiers rapporteurs et les deux officiers secrétaires des conseils de discipline seront nommés par le commandant supérieur, sur une liste de préaentation dressée par les chess de bataillon et proposée par le colonel.

Il y aura trois oandidats pour chaque grade ou em-

Market Barrier Barrier

§ 2. Chirurgiens-majors ou aides-majors.

Le chirurgien-major de chaque légion et le chirurgien aide-major de chaque bataillon ou escadron seront nommes par le commandant, sur une liste de trois candidats élus : 1º par les médecins, chirurgiens et officiers de santé de la circonscription de la légion, et appartenant à la garde nationale; 2º par le colonel, le lieutenant-colonel, les chess de bataillon et les capitaines des compagnies.

§ 3. Majors et adjudants-majors.

Les majors et adjudants-majors seront nommés par le commandant supérieur et pris sur une liste de candidats dressee par une commision ad hoc qu'il nommera à cet effet.

§ 4. Adjudants sous-officiers.

Les adjudants sous-officiers seront nommés par le commandant supérieur, sur la proposition des chefs de bataillon et du colonel.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 40. Tous les scrutins auront une durée de quatre houres; ils ouvriront à sept heures du matin.

Art. 44. Les élections auront lieu sons la présidence du maire ou de l'un des adjoints, assisté de deux membres du conseil de recensement.

Si le nombre des sections excède celui des maires a adjoints, la présidence appartiendra, dans quelquesunes, à des membres du conseil de recensement désignés par le maire.

Dans les assemblées partagées en sections, le résultat du scrutin de chacune d'elles scra porté par le président au bureau central préside par le maire, ct ce bureau fera, en séance publique et en présencedes présidents de sections, le recensement général des

Le même mode sera suivi dans la banlieue.

Le président de l'assemblée de chaque commune portera le résultat du scrutin, soit au chef-lieu de la lègion, soit au chef-lieu du bataillon, selon qu'il s'agira de l'élection du colonel et du lieutenant-colonel ou de chcss de bataillon, porte-drapeau et capitaine d'état-major.

Art. 12. Dans chaque arrondissement, la liste des candidats aux grades de colonel, de lieutenant-colonel et de chess de bataillon sera placardée et affichée trois jours à l'avance par les soins des maires, qui indiqueront également les lieux dans lesquels pourront se faire les réunions préparatoires, et ceux qui scront affectés ensuite aux élections des bataillons et des compagnies.

Art. 43. Les maires auront égard à l'augmentation de l'effectif des légions pour subdiviser en autant de sections qu'il sera possible les réunions d'élections, afin de rendre les opérations plus faciles et plus promptes.

Ils prandront toutes les dispositions nécessaires pour que les citoyens, quel que soit leur nombre, ne rencontrent aucun obstacle, soit aux réunions préparatoires, soit aux réunions définitives.

Art. 44. Tous les citoyens carôlés ou recensés d'offices sont appelés à voter, chacun dans la compagnie sur le territoire de laquella il est domicilié.

L'artillerie de la garde nationale de Paris n'étant pas encore organisée, les citoyens qui se sont présentés pour en faire partie voteront dans leurs compagnies respectives.

Art. 45. Les gardes uationaux de service devront se présenter aux élections sans uniforme et sans

Art. 46. Des commissions, uommées par le commandant supérieur et présidées par lui, seront chargées d'examiner le degré d'instruction militaire des colonels, lieutenants-colonels, chefs de bataillon et officiers de compagnie, trois mois après le jour de leur réception.

Ceux d'entre eux qui ne seraient pas en état de remplir les fonctions de leurs grades seront considérés comme démissionnaires.

Paris, le 43 mars 4848.

La commission de Gouvernement pour les travailteurs s'est occupée aujourd'bui de la suppression du travail dans les prisons et de tout ce qui se rattache à cette question, d'une si haute importance pour le peuple. Nous ferons connaître demain cette discussion, et nous en donnerons les résultats.

COMMUNICATIONS DIPLOMATIQUES.

M. le baron de Dracbenfels, ministre résident de la Hesse grand'ducale, a communiqué à M. de Lamartine la dépêche de son gouvernement qui l'autorise à continuer ses fonctions auprès du gouvernement de la République.

- M. le baron de Schweizer, ministre de Bade, a communiqué à M. de Lamartine l'intention da son gouvernement de continuer les rapports diplomatiques et internationaux...

COMITÉ CENTRAL POUR LES ÉLECTIONS.

Voici la compositiou du bureau définitif du comité central pour les élections générales de l'Assemblée constituante. Nous ferons connaître plus tard les noms des délégues de chaque arrondissement et de la banlieue qui seront ajoutes au bureau.

Les citoyens

RECURT, président. DANGUY, vice-président. LEBAS (Philippe), secrétaire. Delaire (Adrieu), secrét.-adjoint. CHEVALLON, tresorier.

Adam (François), propriétaire. — Barbès. — Barbier, boulanger. - Barraud, ouvrier typographe, président de la société typographique.—Bérard, tailleur. - Bresson, ouvrier. - Caillaud, ouvrier typographe. - Chapon, inspecteur au chemin de fer d'Orléans.-Chevallon, fabricant de chaux. - Glement (Thomas), homme de lettres. — Corbon, sculpteur sur bois, rédacteur de l'Atelier. - Croizat, marchand de vius.-D'Alton-Shèe - Danguy, ouvrier typographe, redacteur de l'Atelier. — Degoussé, ingénieur civil. — Delaire (Adrien), ouvrier ébéniste. — Delmas. — Destourbé, negociant. — Dornes, redacteur du National. — Dubois, ouvrier typographe. — Dumesnil (Alexis), homme de lettres. - Dumesnil-Michelet, avocat. - Fenet, avocat. - Foy, agréé de l'Université. Gerard (Frederic), proprietaire. — Gouache, redacteur de la Réforme. — Jouanne, restaurateur. — Lalanne, ingenieur des ponts et chaussées. — Lamennais. — Laprèe, propriétaire. — Launette, ébéniste. — Lebas (Philippe), mcmbre de l'Institut. — Lesseré, capitaine de la garde nationale. — Martin Bernard. — Michelet, professeur au Collège de France. - Narcy. - Ott, directeur de la Revue nationale. - Outin, negociant. - Pelevilain, épicier. - Pourchel, homme de lettres. — Quinet, professeur au Gollége de France. — Recurt, médecin. — Ribeyrolles, rédacteur en chef de la Réforme, - Savary, ouvrier cordonnier, redacteur de la Fraternité. - Sedaille, ancien instituteur. - Teste (Charles), professeur. -Thirion, fabricant de tissus. — Thomas (Charles), directeur du National. - Vaulabelle, homme do lettres. - Vigier. - Villarceau (Yvon), de l'Institut.

Une note incomplète concernant la commission des récompenses nationales a été envoyée par erreur à quelques journaux; le manifeste suivant doit être considéré comme seul exact et officiel.

La commission des récompenses nationales a pour mission de signaler au Gouvernement de la République les citoyens qui ont bien mérité de la patrie, et de déterminer la nature des récompenses auxquelles ils pourront avoir droit.

Ces récompenses appartiendront à tous ceux qui, depuis 1830 jusqu'à 1848, ont combattu ou souffert pour la cause républicaine ou socialiste.

La commission des récompenses nationales est ainsi composée:

Les citoyens:

Albert, membre du Gouvernement provisoire, président.

Grandménil, vice-président.

Gh. Rouvenat, secrétaire.

Boileau (ouvrier).

N. Ghancel.

Martin Bernard.

Victor Masson.

Sohrier.

Eugène Sue. L'Héritier (de l'Ain), secrétaire-adjoint.

Ch. Bruet, archiviste.

Des sous-commissions seront, eu outre, instituées dans chaque arrondissement pour recueillir les renseignements nécessaires aux travaux de la commis-

Les citoyens qui ont des titres à faire valoir sont priés d'adresser directement leur demande par écrit à la commission des récompenses nationales, siégeant au Luxembourg.

Les ayant-droit indiqueront dans leur demande : leurs nom, prenoms et âge; le lieu de leur naissance, leur domicile actuel, leur profession; s'ils sont ou non mariés; s'ils ont des enfants; leur nombre, leur sexe, leur àge; s'ils ont des parents à leur charge.

Les demandes devront, en outre, être accompagnées de pièces à l'appui, telles que : attestations,

certificats, etc. Fait à Paris, au palals nationel du Luxembourg, le 44 mars 4848.

Liste officielle des commissaires provisoires au 10 mars 1848.

Ain, M. de Ghampvans. - Aisne, M. Mennesson. -Allier, MM. Touret, ancien député, et Bureaux de Puzy.—Basses-Alpes, M. Ghâteauneuf.— Hautes-Alpes, M. Chanal. - Ardèche, M. Faye. - Ardenues, M. Jules Allaint.-Ariége, M. Anglade, ancien député. Aube, MM. Labosse, Crevat et Lignier. - Aude, M. Trinchan. - Aveyron, M. Raginel. - Bouches-du-Rhône, M. Emile Ollivier. — Calvados, M. Félix Avril, commissaire général; Marie et Lebarriller, à Caen.— Charente, M. Babaud-Laribière.—Charente-Inférieure, M. Renou de Balon, ancien député. - Cher, MM. Félix Pyat, commissaire général; Paul Duplant et Bidant, avocat, conjointement avec les citoyens A. Desessarts et Louis Fougeron, qui sont nommes plus specialement, le premier pour l'arrondissement de Saint-Amand, le deuxlème pour l'arrondissement de Bourgrant dischlossable grant profile to the same paragraphic one Saffy in the

ges (extra muros). - Corrèze, MM. Geyras, juge; Ghamiot, avocat; Meillard, juge. - Corse, MM. Pietri, Vauzin. — Gôte-d'Or, M. Jemes de Montry. — Côtesdu-Nord, M. Gouard. - Creuse, MM. Félix Leclerc; Guisard, médecin. - Dordogne, M. Dussollien. -Doubs, MM. Derron, Demercy, Tisserendot, tous trois nommés avec pouvoir de prendre des résolutions à la mejorité. - Drôme, MM. Borreron-Desplaces, Hubert Fournery, Curnier. - Eure, MM. Legendre, Picard, Davy. - Eure-et-Loir, MM. Marescal, Barthélemy. (Le citoyen Lefebvre Bisson est nommé sous-commissà Dreux.)- Finistère, M. Mornery. - Gard, M. Teulon. - Haute-Garonne, M. Joly, commissaire général près le Tarn et Lot-et-Garonne. - Gers, MM. Joly Cahusac, à Fleurance, Boubée, Montanier, maire à Mauvezin. -Gironde, MM. Chevallier et F. Thierry. - Hérault, MM. Jules Renouvier et Charemaule.-Ille-et-Vilaine, M. Hamon.-Indre, M. Fleury, membre du conseil municipal. -- Indre-et-Loire, M. Marchais. -- Isère, M. Marion. - Jura, MM. Jules Grevy et Antony, commissaire.- Landes, MM. Lefranc, avocat, et Isidore Salles, sous-commissaire à Dax.- Loir-et-Cher, M. Dueoux. - Loire, M. Baune. - Loire-Inférieure, M. Guepin Rocher. — Loiret, M. Alfred Pereira. — Lot, M. Pierre Lafon, médecin.— Lot-et-Garonne, M. Gaspard Dubruel.—Lozère, M. Requier.—Maine-et-Loire, M. Gregoire Bordillon.—Manche, MM Vieillard; Augu, sous-commissaire de l'arrondissement de Cherbourg. -Marne, M. Lecureux. - Haute-Merne, M. Montrol. - Mayenne, M. Bigot, ancien depute. - Meurthe, MM. Léoutre, de Ludre. - Meuse, M. Léoutre. - Morbihan, M. Manoury, avocat.—Moselle, M.Billaudel.—Nièvre, M. Girord. — Nord, M. Delécluze. — Oise, M. Barillon (Alexandre). - Orne, M. Berrier-Fontaine, - Pasde-Calais, MM. Delécluze et Degeorge. - Puy-de-Dôme, M. Altaroche.—Basses-Pyrėnées, M. Noguès, ancien maire.-Hautes-Pyrénées, MM. Soubise, avocat, et Vignerte. - Pyrenées-Orientales, M. Guiter, notaire, à Perpignan. - Bas-Rhin, M. Leichtemberger. - Haut-Rhin, MM. Struch, Rossée, Kæchlin, Chauffour et Fikel. - Rhône, MM. Emmanuel Arago et Banne. - Haute-Saône, MM. Boileau, Signard, médecin à Autray, Labiol, à Grey. - Saône-et-Loire, MM. Matey, ancien député, et Menand. - Sarthe, M. Trouvé-Ghauvel. - Seine-Inférieure, M. Deschamps. - Seine-et-Marne, M. Oscar Lafayette. -Seine-et-Oise, M. Hippolyte Duraud. — Deux-Sevres, M. Maichain.—Somme, MM. Galisset et Dutronne, sous les ordres de M. Beaumont. - Tarn, M. d'Aragon (M. Joly, commissaire général). - Tarn-et-Garonne, M. Joly, commissaire général. - Var, M. Emile Olivier. — Vaucluse, M. Labochière. — Vendée, M. Luneau. - Vienne, MM. Cheveau, maire de Saint-Mandé, Paul Mabrun et Mabrun. — Haute-Vienne, M. Maurat-Ballange. - Vosges, M. Léopold Turck.-Yonne, MM. Villetard de Guérie et Uzennc,

FAITS DIVERS.

- Un des traits de la physionomie actuelle est l'affluence des solliciteurs dans toutes les antichambres officielles. En moins d'une semaine, quatre mille dcmandes d'emploi sont arrivés à la direction des postes. M. Crémieux a reçu, trois jours après son installation au département de la justice, trois mille lettres ayant le même objet. Un autre ministre racontait que chaque place, même la plus minime de son ressort, avait éveillé la convoitise d'une centaine, de personnes au moins, que ses bureaux avaient journellement à éconduire. G'est une reproduction, en proportions grossies peut-être, de cette déplorable curée qui suivit la révolution de juillet, et contribua certainement à la faire avorter.

- Un bouquiniste du quai Voltaire expose à son étalage un frontispice colorié représentant un courtisan qui demaude des places. Au bas de cette gravure se lit cette maxime du poëte persan Saadi : « La peste donnerait des places et des honneurs, qu'ils iraient se jeter aux genoux de la peste. »

— Toute la partie de l'ancien Palais-Royal, du côté de la rue du 24 Février, et tous les anciens appartements ducaux sont en ce moment convertis en une vaste caserne, pour loger un des bataillons de la garde nationale mobile.

Les bureaux du général Duvivier, chef d'état-major, seront au rez-de-chaussée.

- Les travaux du Ghamp-de-Mars marchent avec activité.

- De nombreux ouvriers travaillent dans la cour d'honneur du palais de l'ancienne chambre des députés, pour construire la salle provisoire de l'Assemblée

M. de Jolly, architecte de l'ancienne chambre des députés, est chargé par le Gouvernement de construire cet édifice.

MM. François Petit et Lacazes en sont les entrepreneurs généraux.

Trente-cinq jours sont accordés à ces entrepreneurs pour construire la salle de l'Assemblée nationale, qui sera d'une sévère simplicité. Le bâtiment, en moellon et menuiserie, aura 42 mè-

tres de longueur, 32 de largeur, et 46 d'élévatiou. Le bureau du président fera face au midi.

Les banquettes des membres de l'Assemblée seront

openia fin ; D to He a continue sol,

De larges tribunes pour le public seront ménagées

La statue de la Liberté ve être placée sur le piedestal construit, il y a près de vingt ans, sur la place du Palais pour recevoir la statue de Louis XVIII.

- M. Bois-le-Comte a vendu son mobilier, et il est parti de Bâle pour Paris, où il veut, dit-il, entrer dans la garde nationale. Il serait mieux à sa place auprès de M. Mertier, ou auprès de M. Montebello, deux de ses devanciers en Suisse qui ont fourni une carrière non moins illustre que la sienne.

-On est en train d'abaisser le sol du marché aux fleurs du Château-d'Eau, du côté de la rue du Faubourg-du-Temple, au niveau de la rue de Bondy.

- Par suite des pluies torrentielles de ces derniers jours, les eaux de la Seine sont montées à 4m, 50 aux éebelles des ponts. Les ports sont couverts d'eau, et les piles du pont du Carrousel entièrement submer-

-Le service de l'octroi municipal de Paris est partout réorganisé et fonctionne sans le moindre obstacle.

- Une rafle considérable de cigares belges, de contrebande, vient d'être faite à Paris, chez certains débitants, et au domicile de consommateurs.

- De nombreux ouvriers ont commence ce matin, sur les quais et les boulevards, à faire les travaux préparatoires pour les replantations en arbres à mi-venue.

-La commune de Persan (Seine-et-Oise) a envoyé unc députation à l'Hôtel-de-Ville pour faire acte d'adbésion à la République. M. Pagnerre, secrétaire géneral du Gouvernement provisoire, dans une courte et chaleureuse allocution, lui a répondu que la valeur des adhésions ne se mesurait pas à l'importance des communes d'où elles émanaient, mais à la noblesse des sentiments dont elles étaient l'expression, et qu'à ce titre la démarche de la commune de Persan avait le plus grend prix aux yeux du Gouvernement. La députation s'est retirée', vivement touchée des paroles de M. Pagnerre.

Deux autres députations, l'une de la commune de Plaisance, demandent un changement de délimitation territoriale, l'autre des loueurs de cabriolets de remise venant réclamer des mesures protectrices de leur industrie, ont été également reçues par M. Pagnerre, dont les explications les ont satisfaites.

- Nous croyons devoir livrer à la publicité l'extrait d'une lettre adressée au Gouvernement provisoire par M. Grebus, principal du collége de Château-Salins:

« Je paye 100 fr. de contributions foncières; j'offre de payer aunuellement le double de cette somme, tant que le Gouvernement croira devoir accepter cette modesto offrande, et je souhaite que mon exemple trouvc de nombreux imitateurs. »

- On lit dans la Patrie:

Nous protestons contre cet usage barbare et absurde qui oblige de porter les enfants nouveau-nés à la mairic pour dresser leur acte de naissance. Le danger qui résulte de cette formalité est d'autant plus à craindre que la saison est pluvieusc et malsaine.

Maintenant nous demanderons, si tant est qu'il faille se soumettre à une pareille formalité, que le personnel des bureaux de mairie soit complété le plus tôt possible. L'un de nous s'est rendu ce matin à la mairie du 3º arrondissement, et n'a trouvé qu'un seul employé pour rédiger les actes de l'état civil. Or, l'état civil se composant des naissances, mariages et décès, le bureau n'a pas tarde à être encombre, et force a été pour le public de s'en aller ou d'attendre fort longtemps. G'est là un abus regrettable, qui résulte peut-être des circonstances où nous nous trouvons, mais auquel il faut remédier de suite.

- M. le ministre de la justice a reçu la démission de M. Vitet, président du comité des finances du conseil d'Etat. Le Gouvernement provisoire l'a acceptée; M. Vitet cesse donc de faire partie du conseil d'Etat.

- La garde nationale a été relevée du pénible service de la garde des accusés. Les gendarmes sont revenus au palais, où ils font leur service ordinaire. Le service des portes de la salle est fait par les soldats (La Liberté.)

— On lit dans le journal l'Atelier : Un mot à l'armée. Frères, vous n'avez pas été vaincus l vous pouvez lever haut la tête et nous tendre une main amie. En cédant vos armes devant la justice de notre cause, vous avez fait la révolution avec nous, vous avez refuse d'égorger vos frères 1 Lequel d'entre nous oserait se dire plus brave et plus noble que vous? Frères, vous êtes l'armée de la République, et nous savons qu'elle est invincible.

- On lit dans la Gazette des Tribunaux : Le commissaire du Gouvernement près le tribunal de la Seine, M. Landrin, averti ce matin par une lettre de M. le procureur général, qui lui-même a reçu hier les instructions du ministre de la justice, a requis immédiatement une information relativement à l'évasion de M. Teste, qui était sorti de la Conciergerie par le résultat d'une usurpation de fonctions imputée à une personne qui a temporairement occupé un poste important au ministère de l'intérieur.

M. le commissaire du Gouvernement s'est concerté avec le délégué du Gouvernemeut au département de la police, et, par suite des mesures qui ont été prises longitudinales sur les côtés et en demi-lune au fond. par ce fonctionnaire, M. Teste a été, à une heure quelques secondes, tourne le dos brusquement au ma-

après midi, réintégre à la prison de la Conciergerie.

- A la nouvelle donnée hier par le télégraphe que les membres de la famille d'Orléans qui se trouvaient à Alger s'étaient dirigées sur Gibraltar, un journal croit devoir ajouter que leur intention est de se retirer au Brésil.

On sait, en effet, que la femme du prince de Joiuville est sœur de l'empereur du Brésil, et que la femme du duc d'Aumale est l'alliée très proche de co souverain, par suite des mariages qui unissent les maisons de Naples et du Brésil.

- On a trouvé au ministère de la guerre un nombre considérable de lettres adressées aux derniers ministres par le duc de Nemours. Dans toutes, le règent en expectative recommandait de choisir pour les postes importants dans l'armée les officiers supérieurs qui avaient fait partie, comme aides-de-camp ou officiers d'ordonnance, de la maison du roi et des princes, et qui restaient attachés au château. « On ne saurait trop, disait-il, avoir à la tête des eorps des hommes dévoues et sur l'énergie desquels on puisse compter pour faire face aux difficultés d'une crise qui pent n'être pas éloignéc. » Le duc de Nemours faisait ainsi allusion à la mort de Louis-Philippe et à son avenement à la régence. Il semblait se rendre compte à lui-même de son impopularité, et il voulait prendre des précautions en se préparant, avec une armée à sa disposition, à la lutte qu'il aurait à soutenir contre l'opinion publique.

- Des incertitudes se sont manifestées sur l'époque où le décret du Gouvernement provisoire, relatif à l'abolition immédiate de l'esclavage, amènera la libèration générale des noirs. La commission chargée de preparer l'acte d'émancipation s'oecupe activement de ses travaux. Mais, quelque diligence qu'elle y apporte, les mesures nécessaires pour organiser la liberté ne permettront pas d'accomplir ce grand aete de réparation avant l'achèvement de la récolte pen-

- Les nombreuses occupations de M. le ministre des affaircs étrangères, qui est en même temps membre du Gouvernement provisoire, ne lui permettent plus de recevoir tous les jours; il recevra seulement par audience les dimanches et les jeudis de chaque semaine, de onze heures à deux heures.

-Le ministre provisoire de l'agriculture et d commerce recevra tous les citoyens qui se présenteront les lundi, mercredi et vendredi de chaque semaine, de huit à dix heures du matin; les mardi, jeudi et samedi seront réservés aux personnes munies de lettres d'audience.

Le chef du cabinet, faisant fonctions de secrétaire général, recevra tous les jours, de huit henres à onze heures du matin.

- Le ministre provisoire de l'instruction publique et des cultes a nommé une commission chargé d'examiuer s'il y a lieu d'introduire dans les lycées le costume et les exercices militaires.

Diverses autres demandes qui lui sont adressées sur des modifications importantes à introduire dans le régime des lycées et dans les conditions actuelles des études vont être également l'objet d'un prompt et sc-

- Le conseil de l'ordre des avocats au conseil d'État et à la cour de cassation a voté, dans sa séance de ce jour, une somme de 6,000 fr. pour la souscription à l'emprunt national.

-La commission des monnaies et médailles a versé à la caisse du tresor public la somme de 949 fr., montant de la souscription ouverte en faveur des victimes des journées de février.

-L'Association pour la liberté des échanges tiendra une séance publique le mercredi 45 de ce mois, à sept heures et demie du soir, rue et salle Montesquieu. Les lettres de convocation seront délivrées gratuitement, comme d'usage, aux bureaux de l'Association, rue de Choiseul, nº 8.

- Un journal publie le fait suivant :

« Le mercredi, 23 février, vers midi, Louis-Pbilippe présidait aux Tuileries le conseil des ministres. M. Dupin aîné se présente au ebâteau et pénètre dans les appartements jusqu'au salon qui précédait immédiatement celui où les ministres étaient assemblés. Il ne pouvait y entrer. Il fait passer au roi, par un aidede-camp, un billet pour lui dire qu'il désirait très-vivement lui parler à l'instaut même. Louis-Philippe vient aussitôt trouver M. Dupin; celui-ei rend compte de l'état des choses. Il craint que la gravité de la situation ne soit ni connue, ni appréciée. Il affirme que l'état de Paris est très-menaçant. Cela, ajoute-t-il, ressemble plutôt à une révolution qu'à une émeute. On ne saurait faire trop promptement et sans marchander de sérieuses concessious. Le ministère n'est plus possible sans tout compromettre. M. Dupin supplie le roi d'écouter ses conseils. Il ue cache rien du danger, qui lui paraît de plus en plus imminent.

»Louis-Philippe avait écouté, en fixant sur M. Dupin ce regard sardonique et confiant en lui-même qui lui était habituel. Lorsque M. Dupin a fini de parler, il approche son visage du sien, lui jette un dernier regard froid, moqueur et interrogateur, comme pour se plaindre d'avoir été dérange pour si peu de chose et pour s'informer si tout est dit; puis, après avoir attendu

lencontreux conseiller, et rentre sans avoir prononcé une seule parole dans la salle du conseil. Ce ne fut que plus tard, après la démarche faite aux Tuileries par un bataillon de la seconde légion, et lorsqu'il eut reçu une députation des colonels de la garde nationale qui vinrent lui dire qu'on ne pouvait plus compter sur les légions tant que M. Guizot serait ministre, que Louis-Philippe se décida à demander aux membres du cabinet leur démission. »

- Ce n'est pas une quête entre les personnes de l'escorte qui a été faite, comme on l'avait dit, pour fournir à Louis-Philippe les moyens de voyager jusqu'à la frontière. C'est un employé de la liste civile qui lui a apporté à Trianon 4,300 fr., la seule somme qu'il cût alors à sa disposition pour le service dont il ėtait chargė.
- La voiture (un petit coupé bas, dit brougham), dans laquelle Louis-Philippe et Marie-Amelie sont montés sur la place Louis XV. était celle du docteur Pasquier, chirurgien de l'ex-roi. Les autres membres de la famille royale sont montes dans une voiture semblable, appartenant à M. Talabot, député. Les personnes qui les accompagnaient se sont placées dans un caliriolet de régie.

Départements.

M. le maire de Bordeaux et ses adjoints ont donné leur démission. Ils ont été remplacés par une nouvelle administration nommée par M. le commissaire du gouvernement provisoire.

- Quelques journaux de Paris ont annoncé que les frères des écoles chrétiennes avaient quitté Toulouse. Il u'en est rien. Aucun frère n'est sorti des divers établissements possédés dans notre ville par l'institut. Les écoles communales continuent à être en pleine activité; on sait qu'elles sont suivies par plus de trois mille élèves. Quant au pensionnat Saint-Joseph, les études n'y sont pas discontinuées. Le directeur avait seulement donné un congé temporaire aux élèves, et ceux-ci rentrent maintenant pour reprendre leurs cours, comme cela a licu dans les autres institutions au commencement du carême. (Réveil du Midi.)

- M. le général de division Feuchères est nommé commandant de la 40° division militaire, en remplacement du général Rulhières.

- On nous écrit de Cahors :

« Le parti des Calmon, un moment abattu, relève plus que jamais la tête. On va jusqu'à dire que le fils ne sera pas plus destitué que le père. Nous ne comprenons rien ici à cela, et tous les vrais patriotes sont sincèrement affligés de voir ces âmes damnées de M. Guizot oser essayer encorc de répaudre sur le pays leur insluence pestilentielle. Que sait donc le Gouvernement provisoire?»

- Les journaux allemands n'ont pas encore annoncé officiellement la retraite du prince de Metternich. Cependant il est positif qu'il a donné sa demission, et voici les détails qui ont été reçus à Paris par un diplomate allemand sur les circonstances qui l'ont décide à quitter la carrière diplomatique :

Le prince s'était déclaré favorable à des concessions en Lombardie, aussi bien qu'en Bobême et en Hongrie. Il engageait surtout à faire, sans retard, des concessions décisives a la Lombardie. Son avis n'a pas trouvé d'appui auprès des membres du cabinet autrichien, et, dans le dernier conseil auquel il a assisté, après avoir vainement cherché à convaincre ses collègues, il a déclaré qu'il était trop avance dans la vie pour pouvoir lutter contre les difficultés qui devaient surgir à la suite d'une politique de coërcition. Cependant le prince n'avait pas encore donné sa démission, lorsque le même soir il se rendit au théâtre. Pendant la représentation, un des personnages ayant dit qu'il fallait se débarrasser des ministres, ces paroles furent accucillies par des applaudissements frénctiques, et la salle entière tourna les yeux vers la loge du vieux diplomate. Cette scène l'a, dit-on, beaucoup affecte, et il s'est retire presque aussitôt, et, dès le lendemain, il a offert sa démission à l'empereur.

DERNIÈRES NOUVELLES.

ÉTRANGER.

ANGLETERRE.

GRAND MEETING CHARTISTE DANS KENNINGTON-COM-MON. — Ce grand meeting a eu lieu sans aucune collision avec la police ou les soldats. — A 2 beures 412 tout était fini et la foule s'est dispersée tranquillement après avoir voté des félicitations au président. Toutes les résolutions proposées ont été adoptées. Le président a exhorté l'assemblée à ne s'appuyer que sur la force morale. Il remettra les résolutions aux mihistres et communiquera leur réponse à une nouvelle assemblée.

- Le comte de Jarnac est enfin relevé de ses fonctions de ministre de France près notre cour. M. Cottu, l'un des attachés de l'ancienne ambassade, est arrivé vendredi dernier de Paris à Hertford bouse : il était porteur d'instructions du Gouvernement provisoire pour recevoir du comte de Jarnac les archives et les sceaux de l'ambassade. Le comte de Jarnac, après avoir fait cette remise, a quitté Hertford bouse.

- Nous tenons de bonne source que le duc de Montpensier a été mande au conseil privé qui s'est tenu mercredi, et il a été prévenu qu'il eût à quitter l'Angleterre.

- Il faudra que le Gouvernement provisoire de France fasse tous les efforts en son pouvoir pour rétablir la confiance de manière à déterminer MM. Rotschild à faire le versement de leur dernier emprunt, conclu à un si haut prix. Il est facile de constater la diminution de capital, qui a présente une baisse de 2 070 sur la cote à la Bourse, de la dette nationale.-Nous parlons de cela parce que c'est l'objet de toutes (Globe.) les conversations dans la Cité.

ALLEMAGNE.

Francfort, 10 mars. - L'extrait suivant du protocole de l'assemblée plénière du sénat de cette ville a été publié aujourd'hui. En consequence des pétitions présentées le 4 et le 6 de ce mois par un grand nombre de citoyens de cet État, il a été décidé ce qui suit:

Le sénat associera ses efforts à ceux des États de la confédération germanique pour que toutes les lois exceptionnelles rendues depuis 1849 par la confédération germanique soient incessamment abrogées, et que le vœu public d'uue représentation nationale au sein de la diète soit realisé d'une manière propre à activer énergiquement le développement de la vie nationale allemande. Pour ce qui concerne la suppression de la loi du 2 juillet 1832, concernant le droit de tenir des réunions publiques, le sénat présentera immédiatement au corps législatif un projet de loi à

Notre république, qui possède déjà une garde civique, s'attachera avec sollicitude à la développer d'une manière appropriée à tous les besoins.

Hambourg, 10 mars. - Le Sénat vient de décréter l'abolition de la censure.

SANE. Leipsick, 9 mars. - Des députations de six villes ont présenté au roi des adresses en faveur de la liberté de la presse et des réformes politiques. Tous les ministres ayant donné leur démission, le roi n'a pas voulu l'accepter et a résolu de convoquer une diète extraordinaire pour le 20 courant, afin de connaître l'opinion du pays. — Un projet de loi sur la liberté de la presse sera soumis à cette diète.

Wurtemberg. Stuttgard, 42 mars. — Le nouveau ministère, composé de MM. Romer, Beroldingen, Duvernoy, Ofizer, comte de Santbeim, Goppelt, annonce dans le Mercure de Souabe du 12 mars que l'armée devra prêter serment à la Constitution, et qu'il présentera aux États des projets de loi sur le droit de réunion et d'association, ainsi que sur l'armement des citoyens. De nouvelles élections auront lieu plus tard. - Un projet de loi sur l'institution du jury sera prèsente aux États. Le roi s'efforcera surtout de réaliser l'idée d'un parlement allemand.

- On écrit de Darmstadt, 9 mars :

La révolution qui vient de s'opèrer dans les deux Hesse et dans le duché de Nassau sera necessairement suivie par tous les gouvernements constitutionnels de l'Allemagne. Le vœu des peuples a été trop unanime

pour qu'aucun souverain puisse y résister. On peut considérer comme établi en principe: la garde civique, le droit d'association et le droit de pétition, la liberté de la presse, le jury, et le maintien du code napoleon pour les provinces rhénaues.

- On écrit de Munich, 8 mars:

La circulaire dans laquelle M. de Lamartine developpe la politique que suivra la République française et l'attitude que le Gouvernement prend dès à présent a produit un immense effet à Munich.

Dès à présent on peut prévoir que la Bavière, qui s'est placéeà la tête du mouvement libéral germanique depuis la journée du 4 mars, est acquise aux vues développées dans le premier acte diplomatique qui vient d'inaugurer notre nouvelle ère républicaine.

L'incertitude des premières nouvelles de la révolution avait besoin d'être calmée par des explications, et celles qui résultent du document adressé aux agents français ont été jugées aussi complètes que possible. L'Europe ne demande qu'à être rassurée, et le mouvement libéral qui a lieu en Allemagne, soutenu par l'attitude de la France, imposera necessairement aux cours absolutistes elles-mêmes.

PRUSSE.

Berlin, 40 mars.— Le citoyen Circourt est arrivé ici aujourd'bui, en qualité d'ambassadeur de la Réblique à notre cour.

AUTRICHE.

VIENNE, 5 mars. - Dans toutes les provinces de la monarchie, l'opinion se prononce en faveur des réformes. Partout on les considère comme la seule garantie du maintien de l'ordre existant.

Une députation de la diete hongroise est arrivée ici pour donner à l'empereur l'assurance de son dévoûment et demander le maintien de la constitution nationale. La caisse d'épargne fait beaucoup de remboursements depuis deux jours.

SUISSE.

- On nous écrit de Neuchâtel, 5 mars :

« Loin de s'éteindre, l'enthousiasme va toujours croissant. Depuis le Landeron jusqu'à Neuchâtel, Saules, Brot-dessus et dessous, Saint-Sulpice, Noiraigue, Corlaillod, Hauts-Geneveys, Geneveys-sur-Coffrane, Savagnier, Montmollin, Bôle, Couvet, Rochefort, Boveresse, Bevaix, tous à peu près unanimement et avec les expressions du plus vif patriotisme, sont venus se rallier à la nouvelle république; avant peu il ne restera plus une seule commune en dehors du mouvement.

» Deux communes seulement, les Planchettes et la Sagne, ont accepté le nouvel ordre de choses sans y donner une formelle adhésion. Leurs armes ont été volontairement rendues et mises à la disposition du gouvernement. »

ITALIE.

Turin, 4 mars.—A midi est parti un courrier pour Paris. On dit qu'il est porteur de la reconnaissance de la République française. Des ordres absolus d'expulsion des jésuites sont passés par Novara, Chambéry, Coste, Chieri, ct Vogbera.

(La Patria de Florence, 7 mars.)

On lit dans l'Alba de Florence du 7 mars : Adbésion au Gouvernement provisoire de la République française. Les Français résidant en Toscane signent en ce moment l'adresse suivante qui doit être envoyée aux membres du Gouvernement provisoire de la Republique française (adresse imprimée en langue française dans le journal italien) : « Quoique éloignés de » la patrie, les Français qui habitent actuellement la » Toscaue, éprouvent le besoin de venir faire savoir » au Gouvernement provisoire qu'ils ont salué avec » entbousiasme l'avénement du régime républicain, » décrèté par la nation française à cette forme du » Gouvernement, et être tout prêts à se rendre aux » ordres de la nation, au premier appel.»

NOUVELLES DES BOURSES ÉTRANGÈRES.

Londres, 13 mars.

Cité, midi. - Les fonds anglais sont lourds ce matin à cause des nouvelles défavorables de France. Les consolidés pour compte ont été faits à 80 314, 412, 718. Les acbats de fonds pour placements continuent, ils

snutiennent la bourse, qui, sans cette circonstance, irait moins bien. Les actions des chemins de fer sont très-lourdes.

Cité, 2 heures. — Toujours même pesanteur à la bourse et dans la cité. Les consolidés sont à 80 412 314. Les lignes françaises des actions de chemins de fer flecbissent.

Citė, 3 beures moins 1/4.—Consolidés pour compte 80 412 à 518.

Clôture, 4 beures. - Consolidés 80 412 à 314.

Fonds étrangers. - Esp. pass., 3 418; dito 5 010, 12 à 14 1/2 ; portugais, 3 0/0, 15 1/2 ; belges , 2 1/2 010, 40; mexicains, 45 418; 44 518 à 412; holl. 4 010, 62; 64, 60 à 59; 2 412 010, 42; venezuela, 48 à 46.

Chemins français. — Paris à Rouen, 45 à 20; Paris à Orléans, 30 à 35; Rouen au Havre, 8 à 40; Nord, 7 1/4 à 6 3/4; Boulogne à Amiens, 5 3/4 à 6 1/4; Orlèans à Vierzon, 40 à 5; Orlèans à Bordeaux, 4 1/4 à 3 3/4; Paris à Strasbourg, 7 à 6; Tours à Nantes, 7 à 5; Paris à Lyon, 8 314 à 114.

Bruxelles, 43 mars.—Emp. ard., 9 4/2; 5 010 4840, 72 4/2; dito 4842, 72 412; 4 4/2, 69 à 68 412; 3 010, 59.

Berlin, 11 mars.—3 112 010, 84 114 ;banque, 82 112; Cologne, Minden, 74. — Basse-Silėsie, 64;

Vienne, 9 mars. - Hausse; 5 010 met., 86 412; 4 010, 74; 3 010 57; banque, 4200; emp. de 500 f., 444; de 250 f., 96; Nord, 97 472; Gloggnitz, 84.

Madrid, 8 mars. — 3 010, 23 314 au comptant; 5 010, 43 314. Changes: Paris, 516. Londres, 47150.

Bordeaux, 11 mars.—Les opérations de la Bourse ont été nulles faute de vendeurs. — Le 5 070 au comptant était demande à 75 et tenu à 76; le 3 010, demandé à 54. était tenu à 55. — Les Orléans demandés à 820, et temis à 900; les Nords demandes à 352 50, sans vendeurs.

BOURSE DE PARIS. - Mardi 14 Mars.

La bourse continue très-faible et en baisse. Une nouvelle proclamation de M. le ministre des finances a été affichée à la Bourse à 2 heures; M. le ministre y fait appel au patriotisme du public pour contribuer à l'emprunt volontaire de 100 millions de 5 040 au pair.

Quoique cette mesure ne soit pas celle que nous aurions désirée, nous espérons que cet emprunt sera promptement réalisé.—Il y a trois ans que la Hollande ouvrit un emprunt national volontaire de 100 millions de florins (200 millions de national volontaire de 100 millions de florins (200 millions de francs) de 3 010 au pair, dans le but unique de pouvoir convertir le 5 010 hollandais en 4 010 et de rétablir l'équilibre des finances, et quoique le 3 010 hollandais ne valutalors que 72, l'emprunt au pair fut souscrit en quelques jours. Nous n'attendons pas moins du patriotisme de nos compatriotes, quoique la situation financière soit plus difficile.

Clôture, 3 heures.— La bourse, quoiqu'en grande baisse, était meilleure qu'hier; il y avait beaucoup d'acheteurs dans les bas cours.

Londres, c. j. 26 demandé.

FONDS PUBLICS. — Cours de cloture 3 heures.

	Aucompt.	Fin cour'.	A Prime.		
E	48 =	n	×		
France 3 0/0	65	и	**		
= 4 1/2 0/0 · · · ·	, s	10	×		
$\begin{array}{cccccccccccccccccccccccccccccccccccc$	72 ×	»	,	1	
Emprunt	15	13	,	•	
Bons du Trésor	э	<u> </u>	i		
Actions de la Banque	1400	Oblig. d	lela Ville	1000	
Comptoir d'Alger	×	Caisse	hypoth	p	
Belgique 1840 5 0/0	69	Oblig.	Gouin	3 1	
- 1842 5 0/0 · · · ·	75	— G	anneron	20	
4 1/2 0/0) H		audon	14	
— 3 0/0			échet	34	
_ 2 1/2 0/0	В	— C.	Legendrc	44	
Naples 5 0/0	72 50		canaux.	33	
Rome 5 0/0	67		ince id]	ы	
Espagne 3 0/0	33		n	*	
intérieure 3 0/0.	. "		. Mont	и	
— 5 0/0		_	ouv. —	н	
- passive	. »		aux	. 11	
Chemin de St-Germain			-Germain	39	
- Versailles (r. d.	.)] 110		rléans	39	
_ id. (r. g.)	. n		ouen	39	
— Orléans	. 725		avre	н	
- Rouen	400		larseille	>	
— Науге			ancais	n	
_ Marseille	250	CHANGES, 90 jours.			
- Bale	200		ourg	00 0/1	
— Centre				361 »	
- Boulogne	000		es	25 45	
- Bordeaux	335	Print ()	d	490 »	
— Nord			e	248 3/4	
- Montereau	985		erdam	210 1/4	
— Lyon	225		fort s/m	210 »	
- Strasbourg	0.09			. 39	
- Tours, Nantes			te	248 1/2	
- Dieppe et Fécan	RP		S	418	
 Bordeaux, Test Grand-Combe 	» »		barres	70 ×	
Grand-Combe Montpell., Cett	a n		d'ors	70 "	
Anvers a Gand	, , ,		cn barres.		
- Allvers a Ganu	""	8"			
	77	C.	muite k	OT INARI.	

Les rédacteurs : HIPPOLYTE CASTILLE, MOLINARI.

Stalnville Ménier

L'ILE DE BARATARIA.

GUILLAUMK,

PROGRAMME DES SPECTACLES DU 14 MARS. LES DEUX GAMINS.

		Harneiner Osmont 1	Jaccopo Boileau	VANIESES. 1	Louise Mayer	▼. 4 acte	Chents Nationaux.	Michel Laureot maitre d'hôtel Thierry	LA PILLE.
	Léonard Bussine	Méganire mesd. Laurent	Benedetto Colbrun	On commencera h 6 h. 4/2.		Darderd, Revel - Ponbi-	LE PACTE DE PAMINE, dr. 5 a.	Therèse Man Guyon	
	Pottinberg Ricquier	Tareynama Huboli i	Julia Mallet			chet, Sainville — Colardeau, A. Tousez.	Bournant Surville	Louise Naptal-Arn.	SPECTACLES CONCERTS.
	Henriette M*** Harcier	[]	med. Morel Fontenay.	L'HONNE AUX 100 MILLIONS, v. 2 a., Villeneuve, Angèle.	GYMNASE.		Marcel Gouget	Catherine Lemaire	On commence a 7 b.
UP,	01.141.00%	ITALIERS.		La Rinardière VHenri	On commence à 7 h. 0/0.		Saint-Val Emmanuel Malisset Serres		Musique, Bonses, Chanson-
Municipan Regnier	opbouf., i a.	On commence à S b.		Bonnivet Hussert	02 00-1	PORTE-SAINT-MARTIN.	de Chaumont Bosier	COMTE.	nettes, Pentomime, Physi-
Albert	Gilles Mocker	l Circumstant	OPÉRA-NATIONAL.	Deshigner Bardou je		On commence a 6 h. 610.	Louise mesd Meignan	LE RERGER,	que, etc.
Bouvard Got	Léandre Emon	1 - 1	On commence à 7 h.	Menon mad. Relorme		i · représentation de :	Firmin Ysannah la Petit-Pas Clara Blum	LES RICHES DE CÉSAR,	A STATE OF THE STA
2 valets Mattheu Robert	Paucrace Duvernoy		_	PR DOGACIE DANK AEMAR'	THÉATRE MONTANSIER.	MÉLOMES BONGROISES.	Marianna Eléonore	LÈ PARAPLUIE FANTASTIQUE,	JAROIN O'RIVER. Aux Champs-Elysées.
Corine mesd Allan	Valentin Ste-Foy Crispin Cheix	DON GIOYANNI		com v. 2 a.	On commence à 7 h. 0/0.	LA PIN AU MONDE,		ARLÈOVIN.	Promenades de jour Marché
Antonia Judith la comtesse Avenel	Isabelle Mass Lemercier	l	RELACHE.	Sainte-Luce Bouffé Perlin Réburd	les 8 dimanches,	6	- AMBIGU.		aux neurs, chauffé et per- manent.—Cabinet de lecture
la marquise Bertin	Javotte Blanchard		•	Mondidier Cachardy	y. 3 a. Cogniard.	Jouée par MM. Perrin, Ga- briel, Potier, Moessard, Tour-	On commence à 5 h. 1/2.	FOLIES.	gratuit. — Salles d'exposi-
UN CAPAICE,		THÉATRE HISTORIQUE.	_	Briquet Kopp Belaunay mesd. Pagis	Intermèdes.	I nan. Vissot. Hubbis, Ameri,	L'OUVRIÈE,	ISE 2 POMMADES,	tion.
c. 4 a., A. Musset.	ODÉON.	On commence à 7 h. 0/0.		Gabrielle Cenau		St-Amend, Benjamin, Mayer, Marchand, Gredelu, Tassin,	dr. 5 a.	LE MARIAGE,	Prix d'entrée : 1 fr.
velet Mathieu	On commence à 7 h. 0/0.	Monte-Chaisto.		Humonblanc Jolivet Marguerite Pélagie	Vandarburg, F. Langle.	WARRING Cotti, Polonbier	NOTRE-DAME-DES-ANGES, dr. 5 octes.	LA ROSE.	
Mothilde Mass Judith	UNE JOUR A VERSAILLES.	I de 5 a 6 tab. A. IILIBIRD.	VAUDEVILLE.	Jules Foter	34 FRANCE OU SINON !	mesd. Amant, Grave, Génot, Hésirée, Haroux, Boutin, Elé-	Precene de :	LA TRÉLÈME	SALLE VALENTING.
Mus de Léry Alian	V.12		On commence à 0 h. 070.	NO CID	V. 1 a.	onere,	THE MARTICE EN 4793.		Sairées dansantes et musicales
	etude antique 5 actes, Autrai	n nantes (2º soirée.) Mélingues		LE CHEVALIER DU GUET, V. 2 a. Lockroi.	Blandureau Sainville	Chant de la Bépublique.	Prologue en un acce	BEAUMARCHAIS.	Olorama.
OPÉRA-COMIQUE.	Sophocle Leferrière	Cederousse bourn	1		Boquet Grassot Poleon Germain		do Tronity Chilly	TROIS ROSES.	Poulovart Ronne - Nonvello.
On commence h 6 h. 0/0.	DDD110010	Morel St-Leon Villefort Lacressonn.	MCESTANTAL L'OUTERTORE.	te haron . Bardou).	Gaudillard Kalekaire	GAITÉ.	Maurice G. Guichard	POUTOU,	tous les jours de 10 à 4 h
On commence a comme	Théoclès Harcourt Ballande	Penélon Barré	17	le vicomte Cuchardy	Anots mesd. Pauline mad. Blandureau Grassot	On commence a 6 h.:1/2.	Bernard		